



NATIONS
UNIES



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr.
GÉNÉRALE

FCCC/CP/2004/3
24 septembre 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES

Dixième session

Buenos Aires, 6-17 décembre 2004

Point 2 e) de l'ordre du jour provisoire

Questions d'organisation

Admission d'organisations en qualité d'observateurs

Organisations qui demandent à être admises en qualité d'observateurs

Note du secrétariat

1. L'admission d'organisations intergouvernementales ou non gouvernementales en qualité d'observateurs aux sessions de la Conférence des Parties est régie par le paragraphe 6 de l'article 7 de la Convention, qui dispose notamment que «tout organe ou organisme national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, compétent dans les domaines visés par la Convention, qui a fait savoir au secrétariat qu'il souhaitait être représenté à une session de la Conférence des Parties en qualité d'observateur, peut y être admis en cette qualité, à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fasse objection».

2. À sa première session, la Conférence des Parties a décidé que le secrétariat inviterait aux sessions futures de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales admises à cette session et aux sessions ultérieures, à moins qu'une objection concernant telle ou telle organisation ne soit formulée conformément à la Convention et au règlement intérieur actuellement appliqué (FCCC/CP/1995/7, par. 22). Par conséquent, toutes les organisations admises aux sessions précédentes de la Conférence des Parties (à l'exception de celles qui avaient été admises à une seule session) ont été invitées à la dixième session, et seules les organisations qui demandent à participer pour la première fois aux travaux de la Conférence des Parties seront soumises à la procédure d'admission.

3. Le secrétariat a dressé la liste des nouvelles organisations intergouvernementales ou non gouvernementales qui ont fait savoir qu'elles souhaitaient être admises à la dixième session de la Conférence des Parties, pour examen par les Parties au début de la session (voir l'annexe du présent document).

4. Pour établir cette liste, le secrétariat a tenu dûment compte des dispositions du paragraphe 6 de l'article 7 de la Convention et de l'usage qui veut que les organisations qui ont le statut d'observateur prouvent qu'elles bénéficient du statut d'organisme à but non lucratif et/ou non assujetti à l'impôt, dans un État membre de l'Organisation des Nations Unies, d'une institution spécialisée des Nations Unies ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou dans un État partie au Statut de la Cour internationale de Justice.

5. Les membres du Bureau de la Conférence des Parties ont reçu la liste des candidats (voir l'annexe du présent document) et n'ont émis aucune objection concernant les organisations inscrites. Ces organisations ont été avisées que le «statut d'admission provisoire» leur avait été accordé, étant entendu qu'il appartenait à la Conférence des Parties de se prononcer en dernier ressort sur l'admission d'observateurs. Le Bureau a également décidé que le Foro del Buen Ayre (FOROBA) serait admis à la dixième session seulement, étant entendu qu'il serait invité à se porter à nouveau candidat après cette session s'il souhaitait continuer à participer au processus découlant de la Convention.

6. Comme suite aux demandes qui ont été faites lors de la vingtième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre, le présent document est publié plus tôt que les années précédentes afin de donner plus de temps aux Parties pour examiner la liste des organisations dont l'admission est proposée.

7. La Conférence est invitée, à sa première séance, à accorder le statut d'observateur aux organisations intergouvernementales ou non gouvernementales figurant sur la liste jointe en annexe.

Annex¹

**List of new applicant organizations for admission as observers at the tenth session
of the Conference of the Parties**

I. Intergovernmental organizations

1. Secretaria General de la Comunidad Andina (SGCAN), Lima, Peru

II. Non-governmental organizations

1. Action for a Global Climate Community (AGCC), Chard, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
2. Aleut International Association (AIA), Anchorage, United States of America
3. Asagyam Help for the Needy (ASAHN), Accra, Ghana
4. Asociación Cubana de las Naciones Unidas (ACNU), Havana, Cuba
5. Asociación Cubana de Producción Animal (ACPA), Havana, Cuba
6. Asociación Cultural para el Desarrollo Integral (ACDI), Santa Fé, Argentina
7. Asociación Regional de Empresas de Petróleo y Gas Natural en Latinoamérica y el Caribe (ARPEL), Montevideo, Uruguay
8. Associação de Proteção a Ecosistemas Costeiros [Association for the Protection of Coastal Ecosystems] (APREC), Niterói, Brazil
9. Business Unity South Africa (BUSA), Benmore, South Africa
10. Climate Action Network Association e.V., CAN International (CAN International), Bonn, Germany
11. Climate Change Coordination Centre (C4), Astana, Kazakhstan
12. Consejo Empresario Argentino para el Desarrollo Sostenible (CEADS), Buenos Aires, Argentina
13. Earth University, San José, Costa Rica
14. Ecological Youth of Angola (JEA), Luanda, Angola
15. ETC Foundation (ETC), Leusden, Netherlands
16. European Agenda Global Climate Change, London, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
17. Foro del Buen Ayre² (FOROBA), Mercedes, Buenos Aires, Argentina

¹ The names of the organizations listed here are the legally recognized names, and this list has not been translated.

² Foro del Buen Ayre is recommended for admission to COP 10 only and will be invited to reapply after that session.

18. Fundación Argentina de Etoecología (FAE), Buenos Aires, Argentina
19. Fundación Ecológica Universal (FEU), Buenos Aires, Argentina
20. fundación e-ciudad (e-c), Buenos Aires, Argentina
21. Geothermal Heat Pump Consortium, Inc. (GHPC), Columbia, United States of America
22. Göteborgs Universitet, [University of Göteborg], Göteborg, Sweden
23. Gwich'in Council International (GCI), Old Crow, Yukon, Canada
24. Indian Council of Forestry Research and Education (ICFRE), Dehra Dun, Uttaranchal, India
25. Instituto Ecoplan (Ecoplan), General Carneiro, Brazil
26. Instituto Torcuato di Tella (ITDT), Buenos Aires, Argentina
27. International Hydropower Association (IHA), Sutton, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
28. Inuit Circumpolar Conference, Inc. (ICC), Ottawa, Canada
29. Mapet International Foundation, Coral Gables, Florida, United States of America
30. National Institute for Environmental Studies (NIES), Tsukuba, Japan
31. Network for Promotion of Agriculture and Environmental Studies (NETPROAES), Accra, Ghana
32. New Zealand Forest Industries Council, Wellington, New Zealand
33. Nurses Across the Borders (NAB), Lagos, Nigeria
34. Sociedad Meteorológica de Cuba (SOMETCUBA), Havana, Cuba
35. Sociedade Nuclear Americana [Latin American Section of the American Nuclear Society] (LAS/ANS), Rio de Janeiro, Brazil
36. The Climate Group, Weybridge, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
37. Universidad de Barcelona (UB), Instituto de Economicia Pública, Barcelona, Spain
38. Université Libre de Bruxelles, Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Environnement (CEESE), Brussels, Belgium
39. University Luigi Bocconi, Institute of Energy and Environment Economics and Policy (IEFE), Milan, Italy
40. University of Colorado at Boulder (CU), Boulder, Colorado, United States of America
41. Windfall Energy Project (Windfall Ecology Centre), Newmarket, Ontario, Canada